

6

Un gouvernement mondial : un impératif cosmopolite ?

Kai Nielsen

Selon l'idée centrale du cosmopolitisme, chaque individu est un citoyen du monde et doit prêter allégeance à la communauté universelle des êtres humains¹. Le cœur de cette idée, dont l'origine remonte aux cyniques grecs, fut pensé par les stoïciens qui ont par la suite vu à son épanouissement (particulièrement les stoïciens romains); Condorcet l'a ultérieurement transformé et Kant, plus particulièrement, lui donna une formulation institutionnelle plus précise. Cette formulation conserve l'argument central du cosmopolitisme moral, c'est-à-dire celui de la valeur égale de toutes les personnes de la planète et d'un respect égal dû autant aux plus grands qu'aux plus petits d'entre nous, la vie distribuant inégalement ses bienfaits. Le cosmopolitisme défend l'idée même de l'égalité de dignité de toutes les personnes, ce que nos conditions de vie réelles enfreignent notablement

1. Martha Nussbaum, *For Love of Country: Debating the Limits of Patriotism*, Boston, Beacon Press, 1996; Samuel Scheffler, *Boundaries and Allegiances: Problems of Justice and Responsibility in Liberal Thought*, Oxford, Oxford University Press, 2001; Anthony K. Appiah, *Cosmopolitanism: Ethics in a World of Strangers*, New York, W.W. Norton, 2006. À l'avenir: Appiah, 2006.

chaque jour, dans certaines parties du monde plus qu'ailleurs. Nous ne devons pas l'oublier. Pourtant, cet idéal, bien qu'éloigné de ce monde désordonné, demeure à juste titre un élément central d'une heuristique cosmopolite. Cette idée fondamentale du cosmopolitisme classique, pour le répéter, va au-delà d'un cosmopolitisme purement moral, vers un cosmopolitisme politique et institutionnel. Elle réfère à « la communauté universelle des êtres humains » et à l'exigence de prêter allégeance à une telle communauté. (Je dirais malheureusement « à la soi-disant communauté universelle des êtres humains », étant donné qu'une telle communauté est seulement un espoir, un idéal utopique. Il n'existe pas de telle communauté, et il y a peu de possibilités qu'il en advienne une.) Le cosmopolitisme moral et le cosmopolitisme politique n'ont pas à s'opposer, et ne devraient pas le faire. Le cosmopolitisme moral, s'il ne doit pas demeurer vain, doit en fait disposer d'un « foyer » politique et institutionnel. Il doit y avoir des structures institutionnelles permettant de l'exemplifier et de le mettre en œuvre.

C'est vers ce cosmopolitisme politique que je me tourne maintenant. Une vision du monde accompagne, anime en fait, ce cosmopolitisme, tant politique que moral. Cette vision fait de nous, bipèdes sans plumes², des sœurs et des frères, et des membres égaux d'une communauté universelle d'*aspirations* et de *visées*. Elle ne dit pas si cette communauté existe, ni même s'il est probable qu'elle existe un jour. Les cosmopolites politiques, à moins d'avoir vraiment la tête dans les nuages, savent très bien que dans les faits il n'existe pas de communauté universelle (même pas qui attende en coulisse). Dans le monde violent et brutal qui est le nôtre, un ordre mondial global (ce que Bush père appelait « le nouvel ordre mondial ») pourrait être en train de naître, lieu d'un nouvel impérialisme brutal essayant (et réussissant en partie, avec un coût humain élevé) de mettre en place cet ordre, bien qu'heureusement il ne soit pas solide³. Mais cet ordre global n'est pas une *communauté* globale. Il n'en est même pas une pâle anticipation. En réalité, sauf peut-être dans la propagande, il est la négation de ce à quoi les stoïciens, Condorcet ou Kant aspiraient. L'idéal cosmopolite ne se profile pas à l'horizon, bien que les cosmopolites politiques puissent raisonnablement *espérer* qu'une communauté globale émergera d'une

2. Allusion à Platon (NDT).

3. Leo Panitch et Colin Leys (dir.), *The New Imperial Challenge*, Londres, Merlin, 2003. À l'avenir: Panitch et Leys, 2003; David Harvey, *The New Imperialism*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

transformation cosmopolite de notre monde brutal (en émergeant de nos cosmopolitismes existants, largement créés par les activités de nos multinationales avec le soutien des États capitalistes). Pour l'instant, une « communauté universelle » est la métaphore d'un monde possible – proche, espérons-le. On peut espérer que cela nous guide dans la transformation de notre monde en un endroit vivable pour tous et pas seulement pour quelques chanceux (quoique dans l'insécurité). L'important est de miser suffisamment sur cet espoir et d'en faire un idéal régulateur pour lequel nous pourrions lutter afin d'en faire un instrument qui régulerait vraiment le monde. J'ai à l'esprit ce pour quoi nous pourrions raisonnablement lutter sur le plan politique de manière à en faire la réalité à la fois chez nous (je parle ici du Nord capitaliste riche) et, de manière plus urgente, à tout le moins essayer de s'en approcher et de trouver des mesures correctives, au Sud. Cela n'exigera pas seulement un raisonnement moral fin (comme Marx l'avait vu), mais aussi qu'on s'attarde soigneusement à un modèle (*design*) institutionnel orienté vers l'avenir. Sans cela, il ne nous restera que l'utopie ou que ce à quoi John Rawls aspirait et qu'il nommait l'utopie *réaliste*. (Rappelons que même Bush fils, qui pourrait fort bien être accusé de crimes de guerre, parle allègrement de la valeur égale de tous les êtres humains. Les débordements de l'idéologie morale nous entraînent très loin.)

II

Tournons-nous brièvement vers une description plus précise d'une vision cosmopolite politique des choses – une vision que je considère comme des prolégomènes utiles pour saisir l'importance du modèle institutionnel que je définirai et défendrai.

Les cosmopolites n'ont pas seulement été égalitaristes et internationalistes ; ils ne croient pas seulement à la possibilité et à la désirabilité d'une communauté mondiale ni ne sont seulement les artisans de sa réalisation (ou de son approximation dans la réalité). Ils sont aussi curieux et tolérants vis-à-vis des multiples manières de vivre et formes de vie, et au regard de ces différences, ils défendent un pluralisme – ce que Scheffler a appelé un pluralisme héraclitéen – qui se transforme parfois aussi en particularisme⁴. Cela, si nous voulons éviter toute confusion conceptuelle,

4. Samuel Scheffler, « Immigration and the Significance of Culture », *Philosophy and Public Affairs*, 35 (2), 2007, p. 105.

ne conduit pas à un absurde relativisme culturel (ce qui est peut-être un pléonasme) qui soutient que 1) tout ce qui est inscrit dans une culture est bon pour cette culture, du moins pour ceux qui en sont empreints; et 2) que nous ne disposons d'aucun critère transculturel pour affirmer qu'une telle conception peut être erronée ou moralement malencontreuse. Pour prendre un exemple concret, si dans une culture donnée on considère que la majorité a non seulement la bonne conception des choses mais a aussi le devoir rigoureux de battre à mort les membres d'une minorité que la majorité méprise, il est correct pour la majorité de cette culture d'en faire autant. Ce n'est pas seulement *considéré* par eux comme désirable, *c'est* désirable pour eux. Ou encore, soyons moins radical, si dans une culture il est considéré comme nécessaire et juste d'éduquer les hommes mais pas les femmes, alors il est correct pour cette culture de le faire. De telles conceptions des choses sont manifestement erronées, et on pourrait le démontrer. Elles ne pourraient jamais s'inscrire dans un équilibre réfléchi englobant.

Il y a beaucoup d'éléments dans une culture – incluant notre propre culture – que d'aucuns peuvent ne pas aimer. Lorsque je vois des personnes portant des kippas, de grosses croix autour du cou ou des foulards, je me dis: « Comme c'est absurde. » Mais je ne songerais jamais à bannir, à critiquer ou à ridiculiser ces pratiques. En été, lorsque je vois des religieuses catholiques ou des femmes musulmanes orthodoxes vêtues de vêtements lourds ou des hommes juifs orthodoxes ou huttérites avec leurs grosses barbes, vêtus de lourds complets sombres et coiffés de grands chapeaux, je me dis qu'ils doivent être inconfortables, qu'ils doivent avoir incroyablement chaud. « Comme c'est absurde, me dis-je, qu'ils puissent penser que leur devoir moral et religieux exige d'eux de s'encombrer autant. » Mais cela ne me regarde pas. C'est leur problème, pas le mien; ce n'est pas moi qui ai chaud. *Peut-être* qu'en un sens dont je ne suis pas conscient, cela a une signification symbolique profonde pour eux. Un raisonnement similaire s'applique à moi. Quand je vois battre au vent le drapeau rouge du communisme ou le drapeau noir de l'anarchie, cela me reconforte, et quand j'entends *L'Internationale*, je pleure. La plupart d'entre vous trouveront sans doute que c'est absurde de ma part; cependant, si nous sommes des cosmopolites politiques, nous apprenons à vivre avec de telles différences, que nous estimions qu'elles sont absurdes ou non, et nous apprenons même à apprécier *certaines* d'entre elles. Nous

devenons lentement, bien que parfois difficilement, tolérants face à des gens très différents⁵.

Quoique cela soit parfois difficile. Par exemple, lorsque, dans un immeuble d'appartements, un locataire sacrifie un mouton pendant le ramadan ou cuisine un mets dont l'odeur nous révolte, comme le *ludfische* suédois à Noël; ou lorsqu'un voisin fait jouer de la musique rock alors que nous essayons de lire ou d'écrire dans notre jardin. Mais si nous sommes cosmopolites, nous apprenons à le supporter. Le monde n'a pas été fait pour nous comme individus particuliers, avec nos manières singulières de faire les choses et nos sensibilités particulières. Bach me convient très bien comme musique de fond lorsque je lis ou que j'écris, mais pas le rap. Or, les gens sont différents, et nous devrions tous avoir quelque *lebensraum*⁶ dans la mesure où nous ne causons pas de tort aux autres. Parfois, incommoder ou déranger les autres ne constitue pas un tort, ou alors, c'est un tort minime qui est tolérable et devrait être toléré pour le bien des autres. Nous devons réaliser que le monde n'a pas été fait pour nous. Nous devons apprendre à respecter les perspectives des autres, qui sont parfois très différentes. Mais nous devons nous rappeler que « vivre et laisser vivre » va dans les deux sens. Peut-être notre voisin ne devrait-il pas faire jouer sa musique rap aussi fort.

Il y a cependant des limites à la tolérance – des limites au dicton « différents endroits, différentes coutumes ». Il y a des choses que nous ne devrions pas tolérer lorsque nous pouvons les changer et auxquelles nous devrions même nous opposer lorsque nous ne pouvons pas les modifier. Bien que ce puisse être dangereux de s'y opposer, nous devons utiliser la ruse (pensons à la période nazie en Allemagne ou à la période du maccarthysme aux États-Unis). Nous devrions alors développer un bon sens brechtien. J. S. Mill et John Rawls ont eu raison lorsqu'ils ont affirmé que nous devons, *ceteris paribus*, tolérer seulement ceux qui tolèrent les autres. Nous ne devrions pas *tolérer ceux qui sont intolérants, du moins, tolérer leur intolérance*. S'il est vrai que les talibans brûlent vifs les homosexuels et empêchent les femmes médecins d'exercer leur profession, cela ne devrait pas être toléré, pas plus que ne devrait l'être le traitement réservé par les États-Unis aux prisonniers de Guantanamo et leur reddition d'exception. Ce sont de grossières violations des droits de l'homme et nous

5. Appiah, 2006, 24-31, 138-90.

6. Espace vital. En allemand dans l'original (NDT).

devrions y résister lorsque nous avons le pouvoir de le faire, et les désapprouver (quoique parfois par la ruse) lorsque nous ne le pouvons pas. Lorsque nous avons affaire à de véritables violations des droits de l'homme, nous avons manifestement affaire à une situation moralement intolérable, bien que parfois il y ait des choses, dans certaines situations, auxquelles nous ne pouvons rien changer.

Les cosmopolites politiques sophistiqués seront aussi prudents par rapport à l'utilisation du discours des droits humains. Cette utilisation est souvent une « épée de l'Empire » : on utilise parfois le discours des droits de l'homme pour convaincre de la nécessité d'une guerre d'agression. Entendre George W. Bush parler d'apporter la liberté et la démocratie dans le monde me rend malade. Nous avons ici une idéologie morale crue, bien que plusieurs s'y laissent prendre. Certains la gobent involontairement. Simone de Beauvoir raconte dans son autobiographie que lorsqu'elle avait fui à bicyclette l'occupation de Paris par les nazis, elle avait été arrêtée à un petit village déjà occupé. Un jeune officier allemand, vérifiant ses papiers, lui avait poliment expliqué que « nous les Allemands ne sommes pas venus ici opprimer les Français mais bien comme amis pour vous protéger des Britanniques ». On peut présumer qu'il en était convaincu, bien que cela soit difficile à croire. C'est généralement l'autre, croyons-nous, qui est entraîné dans l'idéologie et la propagande, pas nous. Mais il n'est pas rare que ce soit une illusion. L'autre peut être embrigadé dans une idéologie, mais il se peut aussi que ce soit nous, bien qu'involontairement. La conscience de ces choses est rarement lucide.

Pourtant, le fondamentalisme islamique et l'impérialisme américain, dans les exemples mentionnés ci-dessus et dans d'autres situations analogues, ont violé les droits de l'homme d'une manière manifestement intolérable. (Bien que nous ne puissions pour l'instant que « tolérer » – vivre avec – l'intolérable.) Par ailleurs, la tolérance est une composante extrêmement importante du cosmopolitisme politique. Mais en s'engageant envers la tolérance, nous devons prendre garde à ne pas être bernés.

Cependant, la tolérance n'est pas la seule chose à laquelle les cosmopolites politiques accordent de la valeur ; ils accordent aussi de la valeur à la curiosité vis-à-vis de gens parfois *radicalement différents*. Un cosmopolite politique fera montre un peu de l'intérêt de l'anthropologue et souvent aussi de celui du romancier pour les étrangers, pour les différences humaines et les ressemblances, pas toujours apparentes, entre les gens (l'intérêt de l'anthropologue et celui du romancier ne sont peut-être pas si différents?).

Les individus et les modes de vie sont souvent radicalement différents et c'est parfois fascinant, bien qu'ils ne soient pas, bien sûr, totalement différents. Si c'était le cas, nous ne pourrions jamais comprendre les autres ni comprendre la différence. Nous serions devant un mur (la confusion philosophique abonde, à cet égard). Nous serions dans une situation équivalant à ne pas comprendre ce que c'est que d'être une chauve-souris⁷.

Pendant, nous ne sommes jamais dans une telle situation. Nous avons tous – c'est-à-dire nous, bipèdes sans plumes – fait l'expérience de la douleur et probablement de certains moments de bonheur, du moins de plaisir. Nous avons tous – du moins la plupart d'entre nous – connu des gestes de gentillesse envers nous, de manque de considération et même d'hostilité ou (pour certains d'entre nous) de brutalité. Nous pourrions poursuivre longtemps dans cette veine. Ce sont des traits récurrents de toute vie humaine ou presque, variant – parfois considérablement – d'une culture à une autre, d'une situation à une autre, mais il y aura toujours des recoupements⁸. Nous pouvons revisiter le passé et comprendre par empathie ce qui s'est passé – pas l'ensemble, mais les parties les plus importantes. Une partie des événements du passé nous émouvra profondément et nous montrera des liens communs de l'humanité au-delà du temps et de l'espace. Par exemple, Priam dans la tente d'Achille dans *L'Illiade* ou encore la détermination d'Antigone à inhumer son frère. Mais des parties de *L'Illiade* et encore plus de la *Divine Comédie* demeurent impénétrables sauf pour certains spécialistes. Des pans entiers de *Moby Dick* sont fastidieux pour les lecteurs contemporains. Pourtant, les gens sont souvent très, très différents et nous, les cosmopolites politiques, voulons les comprendre du mieux que nous pouvons; d'où notre intérêt d'anthropologues. Nous voulons les comprendre non pour les dominer ou aider une puissance impériale à les dominer (cela s'est déjà produit) et pas seulement (mais nous le voulons aussi parfois) pour les expliquer sur un plan scientifique, afin de prévoir leur comportement et d'essayer de comprendre ce qui les pousse à agir ainsi, mais pour élargir et approfondir notre compréhension de la vie humaine, incluant la nôtre.

L'impulsion et la vision cosmopolites visent donc à cultiver l'humanité, pour emprunter le titre de l'excellent livre de Martha Nussbaum sur

7. Référence implicite au célèbre article de T. Nagel, « What Is It Like To Be a Bat ? » (NDT).

8. Appiah, 2006.

l'éducation cosmopolite⁹. C'est une tâche énorme, en regard de laquelle nous ne pouvons que nous sentir inaptes, si nous sommes honnêtes avec nous-mêmes. C'est l'une des raisons profondes pour lesquelles nous lisons des livres, découvrons l'art, écoutons de la musique, voyons des films, rencontrons et conversons avec des gens des coins les plus reculés du monde; c'est pourquoi nous retournons (métaphoriquement) dans le temps pour converser avec nos ancêtres décédés lorsque nous réfléchissons à ce que nous avons lu sur eux. Avoir de tels désirs, c'est avoir une aspiration cosmopolite qui va de pair avec une vision cosmopolite de la vie dans le cadre de laquelle nous cherchons à profiter le plus possible de cette compréhension humaine et de ce sentiment de sympathie pour nos congénères¹⁰. La compréhension humaine que nous recherchons est une compréhension empathique – ce que certains psychologues appellent *verstehen*¹¹.

III

Ce portrait de l'aspiration cosmopolite nous indique comment nous, ensemble et à travers le temps, pouvons et devons articuler le modèle d'un monde cosmopolite. Il montre ce à quoi un monde cosmopolite devrait ressembler. David Held et ses collègues en proposent une esquisse¹². Ils parlent de la démocratie cosmopolite, d'une communauté globale, d'une société civile globale, de souveraineté partagée non hiérarchique et de gouvernance globale. Ils ont parfois des suggestions intéressantes. Mais il y a trop d'éléments vagues et imprécis pour fournir quoi que ce soit de substantiel ou permettre une certaine compréhension. Il y a beaucoup trop

9. Martha C. Nussbaum, *Cultivating Humanity: A Classical Defense of Reform in Liberal Education*, Cambridge, Harvard University Press, 1999.

10. Erich Auerbach, *Mimesis: The Representation of Reality in Western Literature*, Princeton, Princeton University Press, 2003; Edward Said, *Culture and Imperialism*, New York, Vintage Books, 1994; Edward Said, *Humanism and Democratic Criticism*, New York, Columbia University Press, 2004; Timothy Brennan, *At Home in the World. Cosmopolitanism Now*, Cambridge, Harvard University Press, 1997.

11. Le terme réfère à la compréhension et l'interprétation de la signification de l'activité humaine. En allemand dans l'original (NDT).

12. David Held, *Global Covenant: The Social Democratic Alternative to the Washington Consensus*, Cambridge, Polity Press, 2004. À l'avenir: Held 2004; Daniele Archibugi, David Held et Martin Kohler (dir.), *Re-imagining Political Community; Studies in Cosmopolitan Democracy*, Stanford, Stanford University Press, 1998.

de platitudes et de choses obscures¹³. Il n'y a aucune communauté globale, comme je l'ai souligné. Il n'y a guère plus que des *communautés* nationales, particulièrement dans nos sociétés contemporaines de plus en plus multinationales, multiethniques et multilinguistiques. Quand nous parlons platement de « la communauté globale » ou (quoique moins) de « la société civile globale », on trouve peu de ce ciment social qui accompagne les sociétés *gemeinschaftlich*¹⁴ et un sens très ténu de ce qu'est la communauté. On voit mal à quoi pourrait ressembler la gouvernance globale sans une forme quelconque d'État global ou de fédération globale. Mais Held et compagnie, en fait la plupart des gens, réprouvent ces notions. Pourtant, l'idée de démocratie cosmopolite demeure floue sur la façon dont un gouvernement cosmopolite pourrait advenir et ce qu'il pourrait être, sinon un gouvernement mondial ou une conception raisonnablement articulée d'une fédération globale. La souveraineté partagée est plus prometteuse, particulièrement avec l'effondrement des États westphaliens. Il pourrait y avoir un ordre supra-étatique (l'ONU, par exemple) avec son type spécifique de souveraineté globale, quelque vestige de souveraineté étatique dans les États-nations, et une souveraineté municipale au moins pour les grandes municipalités¹⁵. Divers pouvoirs et prérogatives distincts seraient dévolus à chacun. *Mais qui (s'il y a seulement quelqu'un) a l'autorité ou le pouvoir de décider comment ils devraient être dévolus et, lorsque ces souverainetés distinctes entreront en conflit, comme elles le feront occasionnellement, qui décidera laquelle doit prévaloir ? Il semble qu'une forme de souveraineté hobbesienne soit inévitable.* Et dans ce cadre, ne devrions-nous pas accorder plus d'attention aux mots de Hobbes selon lesquels « les pactes sans épées ne sont que des mots » ? Est-ce que l'autorité souveraine, lorsque vient le temps d'agir, se réduit à la force brute ? Le hobbesianisme, tel que Rawls le comprend, demeure provocateur¹⁶.

13. Jocelyne Couture, « Cosmopolitan Democracy and Liberal Nationalism », dans Nenad Miscevic (dir.), *Nationalism and Ethnic Conflict*, Chicago, Open Court, 2000, p. 261-282 ; Jocelyne Couture, « Nationalism and Global Democracy: Between the Myth of the Community and the Mirage of the Global State », dans Michel Seymour (dir.), *The Fate of the Nation-State*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, p. 69-89.

14. Unies. En allemand dans l'original (NDT).

15. Held, 2004, 199-43 ; Thomas Pogge, *World Poverty and Human Rights*, Cambridge, Polity Press, 2002, 168-195. À l'avenir : Pogge, 2002.

16. John Rawls, *Lectures on the History of Political Philosophy* (Samuel Freeman, dir.), Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 2007.

On m'avait demandé en 1988 un essai sur le gouvernement mondial dans lequel je prenais mes distances de la sagesse reçue et défendais une conception du gouvernement mondial¹⁷. J'ai écrit cet essai en deux semaines, y réfléchissant en marchant le long de la sauvage côte ouest de l'île Sud de la Nouvelle-Zélande. Après y avoir pensé toute la journée, je me réfugiais le soir dans quelque motel délabré et griffonnais le résultat de ma réflexion. Thomas Pogge a été choisi pour me répondre, et lorsque l'ouvrage fut publié et que je vis sa réponse, j'ai pensé qu'il avait simplement, et de manière aussi définitive qu'il est possible, détruit mon argument¹⁸. Peut-être qu'en écrivant ce texte, sous le soleil de la Nouvelle-Zélande, mon cerveau est devenu brouillon. J'ai alors simplement cessé de réfléchir au gouvernement global et suis resté fidèle à la sagesse reçue, que nous avons héritée en grande partie de Kant et, plus tard, de Rawls et Walzer¹⁹. Puis, il y a trois ou quatre ans, certains de mes étudiants ont lu cet échange entre Pogge et moi, et ont tenté de me persuader que je n'avais pas tout à fait tort et qu'avec la mondialisation capitaliste, au service de l'impérialisme, toute la question du gouvernement global avait besoin d'être repensée et mise à l'ordre du jour politique, particulièrement en regard de la marche de la mondialisation économique²⁰. Je repris ma réflexion sur le gouvernement global.

Il y a quelques semaines, un éditeur m'a demandé d'évaluer le manuscrit d'un professeur de philosophie suédois. L'ouvrage s'intitule *La démocratie globale: un plaidoyer*. Il s'agit d'une solide défense d'un gouvernement mondial par un auteur profondément au fait de la kyrielle d'arguments dirigés contre le gouvernement mondial, et qui clarifie les options possibles et les enjeux concernant la gouvernance globale. J'ai vivement conseillé sa publication. Dans ce qui suit, je présenterai ma propre mouture de ses arguments – ma compréhension ou mon incompréhension de ses arguments – et d'arguments de mon cru qui mûrissent depuis que j'ai repris ma réflexion sur le gouvernement mondial. Si j'atteins mon but, quelque

17. Kai Nielsen, «World Government, Security, and Global Justice», dans Steven Luper-Foy (dir.), *Problems of International Justice*, Boulder, Westview Press, 1988, 263-282.

18. Pogge, Thomas, «Moral Progress», dans Steven Luper-Foy (dir.), *Problems of International Justice*, Boulder, Westview Press, 1988, 283-304.

19. John Rawls, *The Law of Peoples*, Cambridge, Harvard University Press, 1999; Michael Walzer, «Governing the Globe», *Dissent*, 2000, 44-52. À l'avenir: Walzer, 2000.

20. Voir Kai Nielsen, «Globalization as a Tool for Imperialism», *The Dalhousie Review*, 2006, 183-193. À l'avenir: Nielsen, 2006.

substance sera ajoutée aux arguments cosmopolites politiques, c'est-à-dire aux idées cosmopolites démocratiques d'une démocratie cosmopolite et d'une gouvernance globale, peut-être même à l'idée d'une communauté globale, idées qui ne sont (nous l'espérons) ni idéologiques au sens compris habituellement comme celui de Marx, ni moralement mièvres. (Pour une déconstruction cinglante du moralisme mièvre, voir les travaux d'un autre philosophe suédois, d'une autre génération, Axel Hägerström²¹.)

Notre monde est de plus en plus globalisé : c'est un monde de globalisation capitaliste. Même si le monde adoptait un mode de production socialiste, nous aurions toujours un monde globalisé, bien qu'avec un fondement économique très différent. De toute façon, nous avons, ou aurons, une économie globale. À moins qu'il survienne une nouvelle guerre mondiale dévastatrice, une série d'attaques nucléaires terroristes, une catastrophe économique globale prolongée ou une catastrophe environnementale – toutes des possibilités cruellement réelles –, la globalisation sous une forme ou l'autre poursuivra sa progression²². Pour ce qui est d'un avenir rapproché, elle prendra une forme résolument capitaliste, avec les avancées de l'impérialisme américain soit dans une orientation néo-conservatrice/néolibérale avec le poing noué de la puissance brute, soit sous la forme (plus probable à mes yeux) d'un retour à un impérialisme capitaliste plus multilatéral, mais tout de même néolibéral, de type clintonien, utilisant principalement une puissance douce (*soft power*) – le poing couvert d'un gant de velours –, c'est-à-dire avec la force brute toujours en réserve si nécessaire²³. Quelle que soit la forme qu'elle prendra, elle sera vouée à une domination états-unienne du monde : un impérialisme – en fait, un hyper-impérialisme – à portée globale²⁴. Dans la mesure où sa réussite se confirmera et où elle gagnera plus de pouvoir, ce sera un gouvernement mondial tyrannique despotique et dangereux²⁵. (Il peut être en train de se démanteler lentement²⁶.)

21. Axel Hägerström, *Inquiries into the Nature of Law and Morals*, Upsala, 1953 ; Axel Hägerström, *Philosophy and Religion*, Londres, G. Allen & Unwin, 1964.

22. Kai Nielsen, *Globalization and Justice*, Amherst, Humanity Books, 2003. À l'avenir : Nielsen, 2003 ; Nielsen, 2006.

23. Joseph S. Nye, *The Paradox of American Power*, Oxford, Oxford University Press, 2002. À l'avenir : Nye, 2002.

24. Panitch et Leys, 2003.

25. Chambers Johnson, *The Sorrows of Empire*, New York, Henry Holt, 2004.

26. Voir Philip Golub, « The Sun Sets Early on the American Century », *Le Monde diplomatique*, octobre 2007, p. 4-5.

La réponse d'une main invisible en réaction à l'impérialisme américain *pourrait* être le *début* de l'émergence d'un gouvernement mondial démocratique et socialiste. Une démocratie bolivarienne continentale en Amérique du Sud aurait une chance de devenir une réalité. Nous pouvons peut-être scander: «L'Amérique du Sud aujourd'hui, demain le monde.» Les gens du Nord et du Sud pourraient en avoir assez de la détérioration de leurs conditions d'existence. Je ne dis pas, bien qu'à regret, que c'est la possibilité empirique la plus plausible ou le scénario le plus probable, mais c'est une possibilité empirique dont nous, à gauche, pouvons sincèrement espérer qu'elle devienne une réalité. C'est une chose pour laquelle nous pouvons et devons lutter²⁷.

La population mondiale, au Nord comme au Sud, en voyant que les États-Unis sont la seule superpuissance hyper-impérialiste, avec une force militaire que le reste du monde (du moins les États-nations pris séparément) ne peut pas espérer égaler, *pourrait* – d'abord dans quelques pays, animée par quelques militants conscients et résolus, mais en s'étendant rapidement – décider de se démilitariser. Sans les dépenses militaires, beaucoup d'argent serait dégagé dans ces pays démilitarisés pour être consacré à l'amélioration des conditions sociales et économiques des populations au Nord et, les choses devenant moins désespérées pour elles, pour les populations du Sud également. Les citoyens des États-Unis, voyant les niveaux de vie s'élever au Canada et au Québec, alors que les leurs diminuent, pourraient manifester progressivement le sentiment, vis-à-vis de leur propre pays, que «quelque chose est pourri au royaume du Danemark». Ils pourraient bien commencer à se demander: «Pourquoi sommes-nous perdants?» Nul besoin d'être un génie économique pour en comprendre les raisons: c'est principalement à cause des énormes dépenses du gouvernement américain dans le domaine militaire et de sa dépendance à un consommateurisme insensé. Ces dépenses expliquent pourquoi les États-Unis sont perdants sur les plans économique et social, de plus en plus et d'une manière irrationnelle, puisque le reste du monde se sera largement démilitarisé et que le consommateurisme sera devenu de plus en plus insensé.

Pourtant, à l'heure actuelle aucune force militaire ne peut s'opposer aux États-Unis. Ils peuvent occuper pratiquement n'importe quel pays. Mais

27. David McNally, *Another World is Possible*, Winnipeg, Arbeiter Ring Publishing, 2002. À l'avenir: McNally, 2002.

comme nous l'avons vu au Vietnam, en Afghanistan et maintenant (dramatiquement) en Irak, ils ne peuvent pas pacifier et contrôler un endroit qu'ils occupent. (De dire « occuper pratiquement le pays de leur choix » est exagéré. Il serait difficile pour eux d'occuper la Russie, la Chine ou l'Inde, et impossible de les pacifier une fois occupés.) Cependant, étant donné les objectifs des États-Unis, ils doivent les occuper ou essayer de les contrôler, mais en fait, ils ne semblent pas capables d'exercer de contrôle, malgré leur pouvoir de terrifier. De plus, leur modèle économique et leur mode de vie exercent de moins en moins d'attrait. Ils produisent, à la fois en Irak et en Afghanistan, haine et résistance. En fait, ils sont de plus en plus haïs, du moins l'objet de l'antipathie de la planète. Ils sont de plus en plus considérés non pas comme les libérateurs et les bienfaiteurs du monde, mais comme des tyrans, et ce, malgré la propagande considérable affirmant le contraire. Pourtant, les dépenses militaires poursuivent leur ascension et l'impérialisme américain, pour lui-même et ses laquais, continue de chercher à dominer, avec le résultat qu'il y a plus de haine (plus d'antipathie, à tout le moins) dirigée vers les États-Unis. Les États-Unis ne peuvent ni stabiliser l'Irak pour sécuriser ses hydrocarbures, ni perdre le contrôle des hydrocarbures irakiens, essentiels pour eux sur le plan géopolitique. Ils sont pris entre le marteau et l'enclume. Si, en désespoir de cause, ils finissent par attaquer l'Iran ou le Pakistan (ou les deux), leurs problèmes ne feront que se démultiplier.

Les citoyens américains, cependant, pourraient fort bien en venir à interroger le raisonnement et la rationalité de telles dépenses militaires ou même mettre en cause ce qu'on leur dit – par exemple, les motifs du comportement du gouvernement américain. S'ils ont peut-être, après un long déni, commencé à croire en un empire américain, ils pourraient maintenant cesser de croire qu'il s'agit d'un empire bénin, ce que Michael Ignatieff a appelé un empire *lite*²⁸. Les citoyens américains pourraient en venir à demander si, après tout, l'empire ne vise pas à dominer et, ce faisant, agresse le monde même si la population des États-Unis y perd sur les plans économique et social. À quoi bon ? pourraient-ils demander. Dans mon scénario sur la démilitarisation des autres pays, les États-Unis deviennent invulnérables à toute attaque d'un autre pays ou d'une coalition de pays.

28. Michael Ignatieff, *Empire Lite: Nation Building in Bosnia, Kosovo, Afghanistan*, New York, Vintage, 2003.

Mais les citoyens américains, réalisant que la démilitarisation de ces pays a pour seul résultat de faire de la force militaire américaine une force de police étendue, pourraient bien en conclure qu'il est irrationnel d'être armés jusqu'aux dents et dommageable pour leurs propres intérêts et pour ceux des autres. En d'autres mots, les citoyens américains pourraient bien réaliser qu'il n'est peut-être pas nécessaire de faire ces dépenses militaires, alors que tous les autres pays se sont démilitarisés et, par conséquent, ne peuvent pas attaquer les États-Unis. Ils pourraient observer que les États n'ont désormais plus besoin d'une force militaire massive pour se protéger. Une armée à très petit budget suffirait. (On peut penser que certaines nations ne se démilitariseraient pas. La Chine, par exemple, est en train de s'armer et entreprend des exercices militaires conjoints avec la Russie. On ne peut dire que cela constitue un pas vers la démilitarisation. La vieille lutte géopolitique pourrait bien se poursuivre comme toujours, avec des guerres de plus en plus horribles. Mais les stratèges de ces pays, peut-être sous la pression de leurs populations, *pourraient* en venir à croire que les États-Unis ont finalement compris la leçon et ne seront pas assez fous pour les envahir, et, sur la base de cette conviction, essayer de convaincre leurs gouvernements de se satisfaire d'une armée à petit budget et de mettre leurs énergies ailleurs. Si les autres nations agissaient ainsi, l'effet sur les États-Unis serait plus ou moins le même.)

Il y aurait toujours la menace d'attaques terroristes par des agents terroristes non étatiques, comme Al-Qaida. Ce danger (*peut-être* exagéré) demeurera pour un temps, bien que des États-Unis non impérialistes et non agressifs pourraient à *la longue* miner l'attrait de ce type de terrorisme. Pour l'instant, ce n'est pas la force militaire qui arrêtera les attaques terroristes, du moins, la plupart d'entre elles. Un service d'espionnage international, alerte et bien informé, collaborant avec de semblables services étatiques pourrait être plus efficace. (Il est peu probable cependant qu'ils puissent empêcher toutes les attaques terroristes. De plus, les États-Unis ont démontré une irrationalité idéologique dans l'utilisation de leur service d'espionnage.) Il est impossible de mener avec succès une attaque directe contre un ennemi qui n'a ni base ni personnel fixes. Même expulsés de l'Afghanistan, ils se sont installés ailleurs (et ainsi de suite). Un réseau détruit entraîne la résurgence d'autres réseaux. L'énorme force militaire américaine est un géant menotté.

Un scénario plus plausible est que les États-Unis ont besoin (attaques terroristes ou non) d'une force militaire pour contrôler le monde en fonc-

tion de leur intérêt propre et des intérêts de leurs alliés (la plupart d'entre eux étant, à des degrés divers, des États *comprador*). Sinon, ils seraient perdants au profit de la Chine, de l'Eurasie ou, éventuellement, de l'Inde, ou, plus probablement, d'une alliance nippo-sino-indienne ou d'un autre groupe de puissances émergentes. Le critique pourrait poursuivre en disant que je ne pense pas suffisamment de manière géopolitique, alors que j'en ai bien besoin. Je suis entièrement d'accord. Je n'accorde pas assez d'importance à la probabilité suivante : au lieu de s'opposer aux États-Unis, la Chine et l'Inde (à cet égard) suivront, vis-à-vis des États-Unis, la voie empruntée par le Japon et l'Allemagne. C'est en réalité le scénario géopolitique le plus probable. Mais ce n'est pas la seule possibilité sur le plan empirique. Il y a place pour la lutte et l'espoir.

Pour reprendre le scénario que j'ai mis en place, en tenant compte du fait que d'autres pays et blocs pourraient s'être largement démilitarisés et que les États-Unis pourraient en faire autant, ces derniers contrôleraient *peut-être* toujours le monde, mais, dans ce cas, *dans quel but* ? Après tout, personne ne pourra contrôler ni agresser les États-Unis (sauf par le terrorisme) dans une telle éventualité. Ce ne serait pas le fait d'agents d'États. C'est comme penser que le Canada pourrait attaquer les États-Unis. Cela relève du domaine de la fiction. Étant donné les dépenses de l'armée américaine et les difficultés de contrôler un pays après une occupation, ne serait-il pas préférable (à l'avantage des États-Unis) d'abandonner carrément tout le projet militaire et de travailler (s'ils le doivent) avec une puissance douce sans force brute en arrière-plan en cas de non-conformité ? Dans le contexte d'un désarmement, les États-Unis auraient-ils une raison de vouloir exercer un contrôle militaire ? Qu'y gagneraient-ils ? Qu'ont-ils gagné de leurs entreprises militaires récentes ? Il y a malheureusement, comme Nye l'a soutenu, d'autres manières pour les États-Unis de faire prévaloir leur influence et leur volonté²⁹. (Pourtant, leur démilitarisation ou celle du monde, bien que possible, demeure improbable, étant donné le volume actuel des ventes d'armes³⁰.)

Nous pourrions pourtant voir advenir – c'est déjà le cas à certains égards – un contrôle politique et économique impérial exercé par les États-Unis. Nous avons, de plus en plus, une économie capitaliste globale. Les

29. Nye, 2002.

30. Maurice Lemoine, « La Colombie, Interpol et le cyberguérillero », *Le Monde diplomatique*, juillet 2008, p. 18-19.

États-Unis disposent encore de la prépondérance en matière de firmes multinationales (80 % il y a quelques années). Mais les firmes transterritoriales deviendraient, dans un monde démilitarisé, aussi transétatiques; non pas des multinationales avec des assises dans une ou plusieurs nations mais de vraies firmes transétatiques, sans assise étatique³¹. Ces entreprises, tout en demeurant transterritoriales, délaisseraient progressivement leur ancrage dans un État-nation *spécifique*. Les États-Unis n'étant plus un géant militaire, les multinationales n'auraient plus besoin des États-Unis pour protéger leurs intérêts. Elles pourraient jeter l'échelle (et rationnellement le feront). Les capitalistes, comme Marx l'avait compris, ne sont d'aucun pays. Ils vont où se trouve le profit stable à long terme. Certains prendront parfois des risques. Aussi longtemps que nous aurons un système capitaliste (des modes capitalistes de production), ils continueront à dominer mais ne seront pas attachés aux États-Unis ou à tout autre pays. Ils ne seront pas intéressés par une domination militaire états-unienne, chinoise ou eurasienne. Ils auront peut-être besoin d'un pays protecteur (ou de plusieurs) (l'ONU pourrait jouer ce rôle) avec une force policière pour empêcher les prolétaires et autres pauvres de rendre difficile le contrôle capitaliste des choses, mais rien qui ressemble au gigantesque appareil militaire actuellement déployé par les États-Unis. Les firmes transterritoriales ne se préoccuperaient pas beaucoup des pays ou des systèmes politiques avec lesquels elles entretiendraient des liens tant que la sécurité serait assurée de manière efficiente et peu coûteuse et que les relations capitalistes ne seraient pas menacées. Les forces militaires nécessaires à un tel contrôle capitaliste ne seraient guère plus qu'une force policière élargie. De plus, dans la mesure où il y a un certain pouvoir venant de la base, les populations du monde vont cesser d'appuyer le militarisme. (Peut-être les gens sont-ils tellement chauvins et tellement embrigadés par la propagande étatique que cela ne se produira pas. Mais il existe une possibilité raisonnable qu'ils ne soient pas *aussi* vulnérables à la propagande, et il vaut la peine de lutter pour que cela devienne une réalité.)

Lorsque les autres pays du Nord auront le pouvoir économique et les structures sociales dont ils disposent mais sans structures militaires (sans structures militaires étendues), leurs populations s'en tireront mieux sur

31. Jan Aart Scholte, *Globalization: A Critical Introduction*, New York, St. Martin's Press, 2002.

les plans économique et social, et de mieux en mieux par rapport à la population des États-Unis. La population états-unienne en viendra peut-être, lentement, à réaliser que les dépenses militaires doivent faire l'objet de coupures drastiques. En augmentant leurs propres dépenses sociales et en faisant fondre leurs dépenses militaires, on peut raisonnablement croire qu'ils quitteront les régions qu'ils dominent (assez brutalement) actuellement. À ce moment-là, les régions qui, les choses étant ce qu'elles sont et à cause de cette domination, ont produit la plupart des terroristes cesseront progressivement (lorsque la domination et l'abus cesseront et qu'elles ne feront plus l'objet de pressions) d'être des nids du terrorisme. Tout ne se réglera pas en une nuit, mais il est fort probable que cela se produise. Les pays musulmans devenant *maîtres chez nous*³², le terrorisme diminuera. Il n'y a pas de manière rapide de mettre fin au terrorisme. Il est plausible de croire que graduellement, avec la fin de l'impérialisme américain et de ses occupations agressives, avec la fin de son association avec des États *comprador* (par exemple, l'Arabie saoudite et le Pakistan), et avec la fin de la frénésie que génère le terrorisme, les États-Unis et ces États *comprador* cesseront (de manières différentes) de créer le terrorisme. Lentement, les conditions changeant, le réservoir de personnes désireuses de devenir des terroristes s'asséchera, du moins diminuera. Mais nous en sommes encore loin. Nous n'avons qu'à penser à la situation de la jeunesse dans la Bande de Gaza pour le réaliser. Par ailleurs, cela ne signifie pas que pour un temps il n'y aura pas d'attaques terroristes contre les États-Unis. Il n'y a pas de manière efficace d'arrêter cela. Après tout, les candidats terroristes ne font pas une balade de plaisir, sauf sous le couvert de la plus grande des illusions, par exemple, atteindre la béatitude au paradis avec une multitude de jolies vierges consentantes. (La nature sexiste de cette illusion ne m'échappe pas. Malheureusement, l'accent qui y est mis est indicateur de la nature sexiste de certains courants de la culture musulmane aussi bien que de notre culture.) Avec la renonciation à la domination des États-Unis et la chute des gouvernements *comprador*, il ne sera pas nécessairement aisé de conquérir les imaginations torturées des gens désespérés et prêts à tout, sans espoir d'une vie décente. Pensons aux Palestiniens des camps de réfugiés au Liban. Avec la renaissance de l'espoir pour les populations

32. En français dans l'original. Allusion au slogan du gouvernement de Jean Lesage (NDT).

des sociétés musulmanes, il est peu probable que nous ayons beaucoup de poseurs de bombe suicidaires. Des conditions désespérées engendrent des « solutions » désespérées. *Pace* Michael Walzer, il ne s'agit pas d'une apologie ou d'une excuse du terrorisme, mais d'une tentative de l'expliquer et de suggérer des manières d'y mettre fin.

Tant que les États-Unis disposent de l'équivalent de leur force militaire actuelle, il n'est pas possible d'avoir à la fois des fusils et du beurre, du moins dans la mesure où la population américaine peut avoir autant de beurre que les autres populations riches du Nord. (La Norvège et la Suède ne sont pas les États-Unis. Les gens y mènent des vies meilleures.) On peut faire des conjectures et espérer que cela devienne évident aux yeux de la population américaine, de sorte que même les plus bornés en viennent à comprendre que les États-Unis n'ont pas besoin de fusils. Beaucoup en concluront qu'il faut plus de beurre et une vie meilleure pour tous. Je ne suis pas assez naïf pour croire en cette probabilité, mais il s'agit d'une possibilité empirique et, pour le répéter, un objectif pour lequel il vaut la peine de lutter. Une meilleure vie est possible³³. Cela n'arrivera peut-être jamais, mais ce n'est pas une simple fantaisie utopiste.

Peut-être que les autres pays (ou leurs gouvernements actuels) ne seront pas assez rationnels pour désarmer – Harper ne se dirige certainement pas dans cette direction – et peut-être que la population américaine ne sera pas capable de percer le barrage de propagande qui sera certainement élevé par l'ordre impérialiste capitaliste et ses dirigeants (qui sont aussi les nôtres). Mais les Allemands de l'Est ne se laissaient pas duper par *Neues Deutschland*. Pourquoi est-il impossible d'attendre de la population américaine, dont le déclin social et économique va croissant, qu'elle ne se laisse pas duper par la propagande de son propre gouvernement ? De toute façon, il existe une possibilité qu'un gouvernement mondial non tyrannique émerge principalement de la base.

On peut aussi avancer raisonnablement qu'il existe des problèmes globaux relatifs à la guerre, aux injustices globales, et à l'environnement naturel qui ne peuvent être résolus par les États-nations de manière individuelle, mais seulement par la coopération entre les États. (Même la publicité actuelle de la section canadienne de l'Association des Nations Unies le souligne.) Un gouvernement mondial formé principalement pour s'attaquer aux problèmes qui ne peuvent pas être résolus au niveau de

33. McNally, 2002.

l'État-nation serait mieux à même de le réaliser. Comme le reconnaît Rawls, les États démocratiques – ceux qui sont de puissance relativement égale, ajouterais-je – n'entrent pas en guerre les uns contre les autres. Les leçons horribles de deux guerres mondiales ont enseigné aux États européens de ne pas le refaire. Et il est raisonnable de croire que les États démocratiques résoudront généralement leurs conflits par la voie de la diplomatie (tout difficile que ce soit). (Ils utiliseront la puissance douce, pas la puissance brute.) Un gouvernement mondial démocratique – une fédération démocratique d'États-nations qui pourrait émerger au sein des Nations Unies d'une manière que je décrirai plus loin – y arriverait par des votes à l'Assemblée générale, pas par les canons. (Nous ne devrions pas être trop complaisants face à cette idée que les États démocratiques n'entrent pas en guerre. Au milieu du présent siècle, les conflits géopolitiques entre blocs d'États-nations seront peut-être devenus si intenses qu'ils entreront en guerre les uns contre les autres. L'horreur sera incroyable si cela se produit. L'on peut espérer, et croire à moitié, que cette éventualité entretiendra une certaine retenue.)

Les problèmes entre États-nations individuels – analogues à ceux de la tragédie des biens communs – empêchent que l'on trouve une solution aux problèmes environnementaux les plus sérieux, dans un système d'États-nations souverains de type westphalien. Dans un tel état d'anarchie globale, chaque État, rationnellement, cherche à se développer et à se protéger. Ce faisant, il défiera fréquemment son voisin. Les accords entre États-nations indépendants, lorsqu'ils sont rationnels, peuvent seulement être des *modus vivendi*. Lorsqu'un État considère que ce qu'il perçoit comme ses intérêts étatiques sont menacés par la coopération, il se retire. Comme dans le cas d'Athènes et de Melos dans la Grèce antique, les États faibles, tels Melos, finiront par lancer un appel moraliste, dans une tentative désespérée pour se défendre. Ces appels ne sont-ils pas destinés à échouer ? La résolution ne passera que par la sortie et l'abandon du système d'États-nations souverains westphaliens ou, plus raisonnablement, par le rêve atavique qu'on peut y arriver. Même les solutions de type « dilemme du prisonnier » ne sont pas stables. Rien ne l'est, dans un cadre westphalien. Cependant, la globalisation est déjà à l'arrière-scène, en train de le faire éclater. Mais contrairement aux rêves utopiques des globalistes, il ne s'agit pas d'une planification du cosmopolitisme ni d'une orientation vers le cosmopolitisme. Nous avons besoin, pour y arriver, d'un gouvernement mondial cosmopolite démocratique.

Examinons l'impact de la critique courante du gouvernement mondial – en réalité un ensemble de critiques – habituellement considérée comme concluante³⁴. Kant, entre autres, considérerait qu'un gouvernement mondial, s'il était puissant, serait tyrannique, et que s'il était faible, il serait trop vulnérable aux attaques venant de l'intérieur et aux soulèvements, ceux-ci devenant des guerres. D'une manière ou d'une autre, un gouvernement global ne serait pas viable, ni stable. Mais si nous voyons le gouvernement mondial comme émergeant à travers les institutions (avec une aspiration démocratique) là où un nombre croissant de personnes réalisent que leurs problèmes sont liés à l'absence d'une gouvernance globale et comprennent ainsi la nécessité d'un tel gouvernement, nous pourrions fort bien développer une vision différente des choses.

Davantage d'explications sont nécessaires. Supposons, pour commencer, que nous réformions les Nations Unies de la manière suivante : soit nous abolissons le Conseil de sécurité, soit nous l'élargissons et le rendons plus représentatif, et abolissons le droit de veto pour tous ses membres. L'ONU ne serait plus soumise au pouvoir des États-Unis ou des autres membres permanents agissant individuellement ou collectivement. L'Assemblée générale n'aurait plus le rôle subordonné qu'elle a maintenant. L'ONU serait enfin libérée des grandes puissances, particulièrement des États-Unis. Avec ces changements, la démocratisation serait approfondie, et l'Assemblée générale serait autonomisée (*empowered*). Les grandes puissances résisteraient farouchement à de tels changements – plusieurs pensent qu'elles les empêcheraient – mais la motivation démocratique évidente soutenant de tels changements pourrait fort bien rendre de plus en plus difficile, *peut-être* finalement impossible, la résistance des grandes puissances.

De plus, pour réaliser une démocratie globale et un gouvernement mondial, il est crucial de réformer, conformément aux procédures démocratiques, l'Assemblée générale elle-même. Supposons qu'elle puisse être réformée d'une manière qui comporte une très large réorganisation. Selon la manière dont on procéderait, on pourrait considérablement accroître la démocratie globale. Elle pourrait être réformée de manière à être clairement souveraine en matière de guerre et de paix, de justice globale, de pollution et de réchauffement climatique – de manière générale, sur tous les enjeux environnementaux transfrontaliers –, etc.

34. Voir la discussion de Nye et Walzer (Nye 2002; Walzer 2000) et implicitement d'Appiah (Appiah, 2006) dans Appendix II.

Beaucoup d'autres questions pourraient faire, et feraient toujours, l'objet de décisions à l'échelle étatique ou même locale. *Dans cette mesure*, il pourrait y avoir une souveraineté partagée. La majeure partie de la législation serait laissée aux parlements étatiques, qui ne disparaîtraient pas au profit d'un gouvernement mondial. L'éducation, la santé, la politique linguistique, etc., demeurerait des prérogatives de l'État. La politique d'immigration devrait *peut-être* demeurer du ressort de l'État. Les principales fonctions de l'Assemblée générale concerneraient des enjeux que les États-nations ne peuvent gérer : les enjeux qui suscitent des conflits insolubles entre les États-nations, les questions de guerre et de paix, la plupart des enjeux environnementaux qui, comme la migration des oiseaux, ne connaissent pas de frontières, et les enjeux de justice globale qui, par définition, sont aussi des enjeux qui ne connaissent pas de frontières.

Pour mettre sur pied une structure véritablement démocratique, les représentants de l'Assemblée générale devraient être élus individuellement par les États-nations du monde dans une compétition entre partis démocratiquement constitués dans ces États. (Les États-nations ne se portent pas très bien sur ce plan, mais ça peut être amélioré.) Pour composer avec les déséquilibres entre populations des États-nations – l'Islande n'est pas l'Inde –, le nombre de représentants de chaque État à l'Assemblée générale devrait d'une manière ou d'une autre refléter la taille de sa population. Peut-être que quelque chose d'analogue à la représentation proportionnelle dans les législatures des États-nations devrait être élaboré à l'échelle globale pour éviter que des minorités importantes dans les États pris individuellement ou des groupes d'États (par exemple les Kurdes) ne puissent jamais faire valoir leur point de vue à l'Assemblée générale, ou que des populations de taille importante aient trop de poids. Des nations assez vastes, comme les Kurdes, qui cherchent à former un État-nation devraient se voir accorder une représentation même si elles n'ont pas d'État qui leur soit propre. Pour mettre sur pied démocratiquement quelque chose qui soit équitable pour tous, il devrait aussi y avoir deux chambres à l'Assemblée générale, comme il y a aux États-Unis le Sénat et la Chambre des représentants. Le secrétaire général devrait aussi être élu par l'Assemblée générale pour un mandat à durée fixe, à partir d'une liste de candidats déterminée par – et sur laquelle voterait – l'Assemblée générale, personne ne pouvant passer outre, ni bloquer autrement, ce vote. La souveraineté de l'Assemblée générale serait assurée, ainsi que la légitimité démocratique du secrétaire général. (Rappelons ici le rôle lamentable joué par les États-Unis.)

Cela n'est bien sûr qu'une ébauche grossière d'amateur. Tout schème de réforme de l'ONU en un gouvernement mondial vraiment autonomisé démocratiquement devrait être élaboré minutieusement, examiné et nuancé avec soin. Mais cette ébauche d'amateur suffit pour avoir une idée de la manière dont cela pourrait se faire, bien que les nuances ne devraient pas être si prudentes (comme le sont plusieurs des réformes actuellement proposées) que rien ne changerait vraiment³⁵. Mon portrait d'amateur, cependant, propose une ébauche de ce à quoi pourrait ressembler un gouvernement mondial véritablement démocratique. Les détails sont beaucoup moins importants que le fait de voir que nous pouvons donner forme à un gouvernement mondial, une structure gouvernementale pour un État mondial ou une fédération mondiale, qui soit démocratique maximale et de manière cosmopolitique. L'ONU actuelle, telle qu'elle a été élaborée en 1945, révèle une crainte et une méfiance de la démocratie et un penchant en faveur des grandes puissances et, en fait, en faveur de la plus grande d'entre elles, c'est-à-dire les États-Unis. Elle a été conçue de manière à leur donner le contrôle. Un gouvernement mondial (*pace* les objections habituelles) mènerait, dans un laps de temps relativement court, à un monde largement, bien que pas complètement, démilitarisé (et démocratisé).

Pourtant, pour un temps, et peut-être dans un avenir prévisible, l'ONU aurait besoin d'une force militaire qui soit dans une certaine mesure un peu plus puissante qu'une force policière globale. D'où viendrait une telle force? Si les divers pays fournissent des soldats de leurs propres forces armées, diverses nations acceptant d'en fournir un certain nombre, alors ces États-nations contributeurs, agissant sur une base individuelle, pourraient toujours retirer leurs forces si la manière dont l'ONU les utilise, par le biais de l'autorité du secrétaire général, leur déplaisait. Ils pourraient décider qu'ils ne veulent pas voir leurs troupes déployées de telle manière ou, rationalisant, arguer qu'ils ne peuvent pas soutenir les dépenses d'un tel déploiement, ou qu'ils veulent les utiliser ailleurs d'une autre façon. Le gouvernement mondial serait alors dépourvu de souveraineté et dépendant de ses États-nations constituants. Il serait peut-être préférable que la force militaire onusienne soit comme celle de plusieurs pays, c'est-à-dire une

35. Voir Daniele Archibugi et David Held (dir.), *Cosmopolitan Democracy: An Agenda for a New World Order*, Oxford, Blackwell, 1995, pour des propositions d'une telle modestie.

force volontaire, à la seule différence qu'elle serait sous le contrôle direct de l'ONU. Celle-ci mettrait sur pied des bureaux de recrutement à travers le monde et admettrait des volontaires de plusieurs pays indépendamment de l'administration ou de la sanction des États-nations individuels, donnant ainsi aux forces armées onusiennes une structure internationale et une indépendance par rapport au contrôle par les États-nations. Il y aurait le problème de la diversité des langues, que l'on pourrait probablement résoudre par des régiments linguistiquement variés placés sous un commandement unifié choisi à l'unanimité mondiale.

Où le gouvernement mondial de l'ONU trouverait-il l'argent pour le recrutement s'il ne dispose pas d'une base de taxation indépendante? L'ONU dépend pour l'heure de sommes versées par les États membres, mais qu'arrivera-t-il si certains membres ne remplissent pas leurs obligations? Qui les forcera à payer? (De nouveau, on voit bien que les pactes sans épées ne sont que des mots.) Rappelons les problèmes qui surviennent lorsque les États-Unis refusent de verser leur quote-part. Il semble que nous ne pouvons pas obtenir la souveraineté que nous voudrions pour un gouvernement mondial. Mais l'ONU ne pourrait-elle pas taxer les États-nations qui la composent de la même manière que les États-nations imposent leurs provinces? Encore une fois, les grandes puissances et certains pays plus petits résisteraient certainement. La souveraineté de ces États-nations, grands ou petits, serait-elle violée? Soutenir cette assertion serait affirmer que lorsque, dans un État-nation, certaines provinces sont mises en minorité sur une question d'intérêt général pour les provinces et le gouvernement fédéral, leurs prérogatives dans l'État-nation en question sont violées. Dépendre du vote des représentants des États-nations à l'Assemblée générale constitue un raisonnement démocratique si évident qu'on ne pourrait lui résister longtemps, particulièrement si les montants de taxation en cause étaient modestes. (Si certaines provinces se soustrayaient à l'ordre, nous aurions de nouveau des problèmes hobbesiens. Mais nous nous débrouillons en pratique avec le problème de se conformer aux décisions, bien que certaines provinces disposant de richesses puissent causer des difficultés, par exemple l'Alberta au Canada.)

Je sais qu'il existe beaucoup de problèmes, comme ceux que je viens de mentionner, que je n'ai pas prévus, mais on ne peut pour autant conclure que la conception du gouvernement mondial – telle que celle que j'ai esquissée – est impossible. En fait, quelque chose de semblable est possible et plausible. Sa conception plus précise est rébarbative, et pourrait bien

requérir – en fait, requerrait – des essais/erreurs. Mais la possibilité d'en arriver à la paix perpétuelle, à une solution aux problèmes environnementaux, à la diminution de la violence atroce qui nous afflige, au soulagement significatif de l'immense paupérisation, particulièrement au Sud, et plus généralement, à la volonté d'atteindre quelque chose comme la justice sociale globale, rend un gouvernement mondial de plus en plus impératif et désirable (d'une manière raisonnable) dans notre monde qui se globalise, avec son économie globale. La globalisation croissante de l'économie le rend aussi de plus en plus nécessaire. De plus, lorsque les États-nations ont émergé dans un monde autrefois westphalien, les gens ont dû ressentir cette impression d'impossibilité. Ce ne sont pas les détails de ce que j'ai dit qui importent, mais la reconnaissance qu'avec une ONU réformée – peut-être de manière différente, et même peut-être radicalement, de ce que j'ai suggéré –, nous pourrions avoir un gouvernement mondial démocratiquement autonomisé doté d'une véritable et suprême souveraineté. Je ne parle pas d'une souveraineté absolue ou intemporelle; rien n'est écrit dans la pierre. Mais ce ne serait pas la pseudo-souveraineté qui a fait de l'ONU la créature des grandes puissances et particulièrement de l'une d'elles. De plus, il n'y a aucune raison de croire qu'un tel gouvernement mondial serait tyrannique ou autoritaire. Nos inquiétudes à cet égard devraient plutôt être tournées vers l'hyper-impérialisme (le nouvel impérialisme états-unien) auquel nous faisons maintenant face, qui échappe à tout mandat ou contrôle démocratique.

IV

J'ai soutenu dans les sections précédentes que la réalisation assurée du cosmopolitisme politique exige un gouvernement mondial ou une fédération mondiale. Mais n'est-ce pas incompatible, du moins en tension, avec la défense que j'ai souvent présentée du nationalisme libéral et mon engagement envers la souveraineté du Québec³⁶? Non. Samuel Scheffler, David Miller, Richard Miller et Kok-Chor Tan ont présenté des arguments per-

36. Kai Nielsen, « Liberal Nationalism, Both Cosmopolitan and Rooted », dans Jocelyne Couture, Kai Nielsen et Michel Seymour (dir.), *Rethinking Nationalism*, Calgary, University of Calgary Press, 1996; Kai Nielsen, « Liberal Nationalism, Liberal Democracies and Secession », *University of Toronto Law Journal*, 1998, p. 253-295; Kai Nielsen, « Le nationalisme cosmopolitique », dans Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté, solidarité*, Montréal, Liber, 1999, p. 169-196; Nielsen, 2003.

suasifs sur l'existence de priorités dues à nos compatriotes et des devoirs associatifs qui les accompagnent³⁷. Il est généralement difficile de déterminer quand exactement ces priorités l'emportent sur les priorités globales et quand elles ne l'emportent pas, cédant plutôt la place aux priorités globales. Nous sommes cependant confiants qu'il y a des cas évidents dans lesquels les priorités aux compatriotes l'emportent sur les priorités globales, et vice versa³⁸. Mais où traçons-nous la limite ? Nous ne le savons pas. Peut-être n'y a-t-il pas de limite à tracer. C'est un problème courant en philosophie. Quine a montré que nous ne savons pas non plus où tracer la limite entre l'analytique et le synthétique, mais comme il l'admet lui-même, il y a des phrases analytiques et des phrases synthétiques³⁹. La même chose s'applique aux énonciations évaluatives et descriptives⁴⁰. Nous nous en tirons pourtant parfaitement bien en pratique sans savoir où tracer la limite ou sans comprendre comment essayer d'en tracer une de manière cohérente⁴¹. Peut-être qu'il n'y a pas de limite à tracer, bien que, comme Wittgenstein l'a montré, nous pouvons toujours en stipuler une pour des fins déterminées. Mais l'exercice peut être, et c'est souvent le cas, arbitraire et futile. De même, il n'existe pas de critère nous indiquant exactement quand (particulièrement si on ne se situe pas dans un contexte précis) s'applique la priorité envers nos compatriotes et quand elle ne s'applique pas, ou quand une phrase est analytique ou synthétique, ou quand une énonciation est évaluative ou simplement descriptive. Quand je dis : « Hitler avait une moustache noire » ou « Hitler peignait », nous savons que je suis *simplement* en train de décrire, et quand je dis : « Hitler avait une âme mauvaise » ou « Hitler est devenu un monstre dément », je suis en train d'évaluer mais aussi (en même temps et d'une certaine façon) de décrire. Quand je dis : « Bush a été à Yale », je ne fais que décrire. Quand

37. Samuel Scheffler, *Boundaries and Allegiances*, Oxford, Oxford University Press, 2001 (à l'avenir : Scheffler, 2001) ; David Miller, *Citizenship and National Identity*, Oxford, Polity Press, 2000 ; Richard Miller, « Reasonable Partiality Towards Compatriots », *Ethical Theory and Practice*, vol. 8, 2005, p. 63-81 ; Tan 2006.

38. Jocelyne Couture et Kai Nielsen, « Cosmopolitanism and the Compatriot Priority Principle », dans Gillian Broch et Harry Brighouse (dir.), *Political Philosophy of Cosmopolitanism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 180-195.

39. W. V. Quine, « Two Dogmas in Retrospect », *Canadian Journal of Philosophy*, vol. 21, n° 3, 1991, p. 265-274.

40. Hilary Putnam, *The Collapse of the Fact/Value Dichotomy*, Cambridge, Harvard University Press, 2002.

41. Appiah, 2006.

je dis : « Étonnamment, Bush a été à Yale », je décris et j'évalue tout à la fois, et si je dis : « Bush est stupide et est un salaud », je suis de nouveau en train à la fois d'évaluer et peut-être, de manière tendancieuse, en utilisant des termes évaluatifs, de dire quelque chose de très appréciatif qui possède tout de même un contenu descriptif. « Gandhi était stupide et était un salaud » est une phrase intelligible en français, mais la moindre connaissance de Gandhi et du monde révèle qu'elle est erronée. Son contenu descriptif ajouté à notre connaissance de Gandhi permet cette conclusion. Mais la phrase évalue et possède un contenu descriptif, tout comme la phrase : « Bush est stupide et est un salaud. »

Que nous donnions priorité, comme parents dans nos propres nations, à nos enfants par rapport à des enfants semblables d'autres pays qui ont des parents dont le niveau de vie est semblable au nôtre est un exemple évident de situation dans laquelle la partialité envers nos compatriotes vaut. Que cette partialité vaille, ou doive valoir, sur un champ de bataille où un médecin doit faire des choix est plus problématique. Devrait-il considérer seulement la gravité des blessures des soldats et leurs chances de survie, ou s'occuper d'abord des soldats qui sont ses compatriotes et ensuite seulement des soldats ennemis ? Je doute qu'il y ait consensus en cette matière. C'est une question dont on peut débattre et la bonne chose à faire n'est *peut-être* pas claire⁴².

Avec ces réflexions en arrière-plan, tournons-nous maintenant vers mon engagement envers le nationalisme libéral. Dans ma conception d'un gouvernement global qui émergerait d'un renforcement significatif de l'Assemblée générale de l'ONU et d'une démocratisation renforcée et plus importante de l'ONU en général, il y aurait une place importante pour les États-nations en rapport avec l'ONU. Dans ma conception, ce seraient ces États-nations qui éliraient des représentants à l'Assemblée générale de l'ONU pour les représenter, et ces États-nations conserveraient eux-mêmes certains pouvoirs spécifiques auxquels on ne pourrait passer outre. Autrement dit, ces États-nations conserveraient la plupart de leurs pouvoirs et fonctions habituels. Ils décideraient de leur propre politique en matière d'éducation, de santé, de langue, etc., et percevraient des impôts. Ils ne

42. Je suis intimement convaincu – pour parler pour moi-même – qu'il ne devrait pas y avoir de priorité envers nos compatriotes dans une telle situation. Mais sans aucun doute, cela est une question contestable et contestée. Pourtant, ce ne devrait pas l'être pour un cosmopolite et un égalitariste.

seraient pas autorisés à avoir une armée mais seulement une force de police élargie et perdraient (même *de jure*) leur souveraineté hobbesienne suprême au profit du gouvernement mondial (mais la globalisation l'érode déjà, de toute façon⁴³). À certains égards, leur relation avec le gouvernement mondial ressemblerait à la relation des cantons suisses avec le gouvernement fédéral suisse – rappelons que les cantons ont beaucoup de pouvoir, en Suisse.

Pour les nationalistes libéraux, le peuple ou les peuples qui vivent sur un territoire donné devraient décider démocratiquement de leur propre État et une fois cet État en place, élire le gouvernement que désire la majorité des habitants de ce territoire, ceux-ci manifestant leur volonté par le biais du vote. La manière dont les gens organisent leur vie publique doit être décidée collectivement par le peuple ou les peuples – dans la mesure où ils ne violent pas les droits humains. Cependant, s'ils votent pour rejoindre l'ONU, ils doivent se conformer à ses lois et règlements – ce qui à l'heure actuelle n'est souvent pas le cas. Leur État devrait pouvoir se retirer de l'ONU s'ils votent à la majorité pour un tel retrait dans le cadre d'un référendum portant spécifiquement sur cette question. Mais si ce n'est pas le cas, ils doivent, une fois qu'ils se sont joints à l'ONU, en respecter les lois. (Mais qui les y forcera ? Le problème hobbesien surgit de nouveau.)

Le nationalisme libéral, de plus, n'est pas un nationalisme ethnique fondé dans des origines ethniques. Plutôt, tous les résidents permanents du territoire de l'État ou du candidat au statut d'État déterminent comment l'État doit être organisé. Qu'un candidat au statut d'État devienne un État-nation à une seule nation ou un État-nation multinational, ses résidents permanents, quels qu'ils soient, deviennent (s'ils le désirent) des citoyens de ce nouvel État-nation. Aucun résident permanent du territoire ne peut être exclu. S'ils ne sont pas nés sur ce territoire qui est destiné à devenir un nouvel État, lorsqu'ils font les démarches légales pour obtenir la citoyenneté quand cet État commence à exister, ils *doivent* se voir accorder la citoyenneté dans cet État-nation émergent ou (selon le cas) cet État-nation multinational (tout de même un État uni par une allégeance commune). Lorsqu'il devient un État, s'ils n'y sont pas nés, les résidents doivent se voir accorder la citoyenneté lorsqu'ils ont complété les démarches légales transparentes (et simples) permettant d'acquérir la citoyenneté. Les gens qui y

43. Nielsen, 2003; Jan Aart Scholte, « Global Capitalism and the State », *International Affairs*, vol. 73, 1997, p. 427-452.

sont nés ont automatiquement la citoyenneté. L'idée est de n'exclure du territoire en question aucune personne qui soit résidente permanente et qui désire devenir citoyen de cet État. Personne ne peut être exclu en raison de ses origines ethniques.

La justification d'un tel nationalisme libéral – elle-même justifiée de manière libérale – est de faire des résidents permanents de ce territoire portant allégeance ou montrant autrement leur engagement envers le ou les peuples de ce territoire *maîtres chez nous*⁴⁴ dans les limites du respect des lois de l'ONU adoptées par l'Assemblée générale. (L'inclusion de «peuples» ouvre la possibilité qu'un État-nation soit un État-nation multinational. Elle permet qu'un tel État soit constitué de plusieurs peuples, ces divers peuples s'engageant réciproquement à vivre ensemble dans un État unifié, bien qu'il puisse être une fédération unifiée de manière assez souple.)

Être nationaliste dans ce sens (un sens familier et largement accepté) ne revient pas à nier ou à éviter une allégeance à un gouvernement mondial ou à l'affirmer⁴⁵. Mais un cosmopolite politique, s'il réfléchit à ce que signifie son cosmopolitisme, aura un certain sens d'unité avec l'ensemble de l'humanité, considérant chaque personne sur la terre comme de valeur morale égale et méritant un égal respect et une égale sollicitude et, lorsque possible, une égalé compréhension. Mais il ou elle reconnaîtra aussi que tous les peuples sont des peuples *particuliers*⁴⁶. Ils ont des attitudes différentes devant la vie et différentes manières de faire les choses, d'organiser leur vie, et différents engagements. De manière à avoir une idée claire du respect égal des peuples, un cosmopolite doit comprendre – du moins à un certain degré – et respecter ce que sont ces peuples différents comme *peuples particuliers*. Ce respect égal, comme pour la tolérance libérale, exige que tous les peuples particuliers montrent eux-mêmes un tel respect pour les autres. Bien entendu, ce respect pour un peuple particulier s'étend aux individus qui le composent. Un nationaliste libéral peut de manière

44. En français dans l'original (NDT).

45. Les tenants d'un seul monde pourraient de manière cohérente ne pas être des nationalistes ou même être antinationalistes, mais ils peuvent être, et ils sont souvent, des nationalistes libéraux. De mon point de vue, ils devraient être des nationalistes libéraux au Québec, au pays de Galles, en Écosse ou en Catalogne, et même en Irlande. Je ne dis cependant pas que cela a sa place partout. Ce n'était certainement pas le cas dans l'ancienne Yougoslavie.

46. Jocelyne Couture et Kai Nielsen, «Introduction: Cosmopolitisme et particularisme», *Philosophiques*, 2007, p. 3-16. À l'avenir: Couture et Nielson, 2007.

tout à fait cohérente être un « unimondiste » (*one worlder*) et être aussi (à mes yeux il devrait être) un *individualiste moral*⁴⁷. Cependant, nous ne devrions pas *tolérer l'intolérance*. De manière semblable, éprouver du respect pour tous les autres signifie que nous ne devons pas respecter le manque de respect dont quelqu'un fait preuve à l'égard des autres. Cela ne signifie pas que de telles personnes (mises à part leurs conceptions et leurs actions non respectueuses des autres) ne sont pas elles-mêmes traitées avec respect. Nous pouvons et devons respecter un être humain comme être humain sans nécessairement respecter ses conceptions irrespectueuses. Ce peut être, et en fait ça l'est parfois, difficile à faire, mais comme cosmopolites, nous devons le faire.

Avec cette condition, donc, un cosmopolite cohérent sera selon sa situation un nationaliste libéral ou sympathique à l'égard des causes nationalistes lorsque c'est approprié. (La Catalogne est une chose, la Suède en est une autre. En Catalogne, il y a une lutte pour être reconnu comme nation et pour être un État-nation ou une nation comme partie d'un État-nation multinational. En Suède ce n'est pas le cas.) En tant que cosmopolite politique nationaliste libéral, cette personne sera aussi (si elle réfléchit avec soin à son cosmopolitisme politique) un « unimondiste », pour qui le monde doit être organisé démocratiquement. Un nationaliste cosmopolite partisan d'un gouvernement mondial n'est pas un oxymore.

Pour terminer, il y a de nombreuses circonstances dans lesquelles un tel cosmopolite aura à faire des choix entre le poids qu'il accorde aux considérations donnant priorité à ses compatriotes et les considérations morales globales neutres vis-à-vis de ses compatriotes⁴⁸. Parfois, il sera raisonnablement évident qu'il n'y a pas de réponse correcte à donner et que seul un fanatique ou une personne philosophiquement confuse (ou les deux) insisterait pour dire qu'il *doit* y en avoir une. (Nous ne pensons pas, contrairement à Henry Sidgwick, qu'il *doit* toujours y avoir une bonne réponse à toute question morale, bien que cela ne revienne pas à dire qu'il ne peut y avoir une bonne réponse à *certaines* questions morales.) Il y a des situations, si notre cosmopolite vaut quelque chose, dans lesquelles il doit donner priorité à des considérations globales. Supposons par exemple que le Québec devienne indépendant de manière stable et demeure (comme on peut s'y attendre) une société dont le niveau de vie est comparable à

47. Pogge, 2002, p. 192-94; Scheffler, 2001.

48. Couture et Nielsen, 2007.

celui des États-nations du Nord (ce qui inclut la Nouvelle-Zélande, l'Australie et Singapour). Supposons que le Nord s'entende sur une formule ressemblant aux réformes proposées par Pogge ou Sach concernant l'éradication de la pauvreté – quelque chose qui pourrait être entrepris collectivement au Nord, si tous les États-nations du Nord coopéraient et là où il est possible de le faire (comme c'est probable) sans conduire à la banqueroute aucun de ces pays⁴⁹. La plupart des gens dans ces pays ne remarqueraient même pas la différence dans leurs impôts. Supposons qu'au Québec nous voulions, sur le modèle de certains pays européens, introduire un régime d'éducation universitaire sans frais de scolarité. Je considère que l'éradication de la pauvreté globale, et le fait de faire notre juste part pour y arriver, et un système d'éducation universitaire sans frais de scolarité seraient de bonnes choses si nous pouvions raisonnablement faire les deux. Supposons que notre gouvernement, en voulant faire les deux, découvre alors qu'il n'en a pas les moyens, même avec une petite hausse des impôts. Il n'a pas les ressources pour faire sa part dans l'éradication de la pauvreté globale et en même temps implanter un système universitaire sans frais de scolarité. Si c'est vraiment le cas, tout nationaliste cosmopolite cohérent et engagé doit conclure que l'éradication de la pauvreté est prioritaire et que le système universitaire sans frais de scolarité doit être remis à plus tard. Cela découle simplement d'une reconnaissance de l'urgence relative – quelque chose qui n'est pas une question formelle – des besoins concernés. (Nous ne devrions même pas être des libertaires de gauche, ici.) La logique même du cosmopolitisme moral (à laquelle adhère le cosmopolite politique) veut que tous les individus méritent une sollicitude et un respect égaux, et que la vie de chacun importe de façon égale, et cela exige un tel ordonnancement des choses dans une telle situation. (Mais rappelons que je n'en fais pas une vérité conceptuelle.)

Le cosmopolitisme moral est uniquement la conséquence de deux choses: (1) la reconnaissance tenace – ou la réclamation insistante – que chaque être humain a la même valeur morale; et (2) une reconnaissance, au regard de (1) et des faits empiriques, de l'urgence relative de la nécessité d'éradiquer la pauvreté globale par rapport au besoin d'un système universitaire sans frais de scolarité. Nous ne traiterions pas chacun comme ayant une valeur morale égale si nous ne reconnaissons pas l'urgence plus

49. Pogge, 2002; Jeffrey Sachs, *The End of Poverty*, New York, Penguin Books, 2005.

grande d'éradiquer la pauvreté globale. Ce n'est pas une question formelle, c'est une question normative matérielle substantielle. Comme John Dewey et Isaiah Berlin l'ont souligné, dans la plupart des situations problématiques, nous ne pouvons généralement pas obtenir toutes les bonnes choses mises en évidence. Parfois nous devons choisir entre des biens et parfois, même lorsque le choix est clair, étant donné l'éventail de choix, le choix sera tout de même difficile à faire. C'est que la vie morale et politique est éparse. Un rationalisme éthique n'est lui-même ni rationnel ni raisonnable. *Parfois* ce qui devrait ou doit être fait est simplement une question de choix réfléchi⁵⁰. Et parfois, ce ne sont pas tous les gens ou les peuples qui feront le même choix.

50. Le type de préoccupations de *realpolitik* et de géopolitique qui m'importent resurgissent à propos d'enjeux actuels alarmants relatifs au contrôle et au destin des pôles (et, de manière plus urgente, de l'Arctique) et menacent, pour l'avenir, la question de l'espace extra-atmosphérique. Voir l'important article de Dominique Kopp, « Début de guerre froide sur la banquise », *Le Monde diplomatique*, septembre 2007, p. 4-5. Une lutte (jusqu'à présent tranquille) est en cours pour le contrôle de l'Arctique, le réchauffement global y rendant possibles de nouvelles activités économiques potentielles (par exemple, l'extraction de gaz et de pétrole), ainsi que l'utilisation de voies maritimes, comme le Passage du Nord-Ouest. Ce qui est en jeu ici est énorme. La Russie, les États-Unis, le Canada, le Danemark, l'Islande, la Norvège et la Suède sont les acteurs dans l'Arctique. Mais seuls la Russie et les États-Unis sont des acteurs importants. Les petits États pourront peut-être réussir à faire partie de coalitions dont elles bénéficieront (étant donné leur richesse et leur culture scientifique poussée) mais, fondamentalement, ce sont les grands acteurs qui décident. C'est la bonne vieille réalité géopolitique. Qu'on en dise ce qu'on veut *de jure*, *de facto* ces régions ne demeureront *pas* dans l'état vierge prévu par l'ONU.